Burundi : le Conseil de sécurité appelle une nouvelle fois au calme et au dialogue

@rib News, 09/05/2015 â€“ Source AFP Nations unies (Etats-Unis) - Les quinze pays membres du Conseil de scurit de l'ONU ont rpt vendredi leurs appels au calme et des lections quitables au Burundi mais sans se prononcer sur la validit du troisime mandat que sollicite le prsident sortant. Les pays membres appellent toutes les parties s'abstenir de toute violence et dialoguer, soulignant la ncessit d'organiser un processus lectoral crdible, transparent, pacifique et sans exclusive, a dclar la prsidente du Conseil, l'ambassadrice de Lituanie Raimonda Murmokait, l'issue de consultations huis clos.

Les 15 pays raffirment aussi la ncessit de respecter les liberts fondamentales d'opinion et de rassemblement. Interroge sur la candidature du prsident Pierre Nkurunziza un troisime mandat, elle a reconnu que les pays membres (du Conseil) pris individuellement ont des opinions diffrentes ce sujet et que le Conseil ne peut donc pas se prononcer. Selon elle, les consultations ont surtout port sur l'escalade de la violence au Burundi. La Russie a bloqu de prcdentes tentatives du Conseil de prendre position sur ce troisime mandat, son ambassadeur Vitali Tchourkine arguant que le Conseil ne devait pas s'immiscer dans les affaires constitutionnelles d'un Etat souverain. Pierre Nkurunziza a officiellement dpos vendredi sa candidature un troisime mandat, malgr la protestation de la rue et la pression croissante de la communaut internationale. Des opposants runis dans le Collectif contre le troisime mandat ont dcrt une journe de trve samedi. L'ambassadrice amricaine Samantha Power a raffirm devant la presse que les Etats-Unis considraient cette candidature comme illgitime, exhortant prsident et gouvernement burundais condamner la violence et lancer un appel la retenue. Le Burundi est en train de s'enfoncer dans la violence et les troubles, a-t-elle averti. Des armes se retrouvent entre les mains de gens qui ne sont pas affilis aux forces de scurit, une allusion des distributions d'armes aux jeunes du parti au pouvoir. Ces informations sont extrmement inquitantes, a-t-elle jug en agitant la menace de sanctions amricaines cibles contre les auteurs de troubles. Avant les consultations, demandes par la France, les ambassadeurs des 15 pays ont entendu un expos de la situation faite par vidoconfrence par Sad Djinnit, l'envoy spcial de l'ONU sur place. Selon l'ambassadrice lituanienne, M. Djinnit a indiqu que les conditions ne sont pas propices des lections et qu'il y a des discussions sur place sur l'ventualit de les reporter plus tard en juin. Selon des diplomates prsents, M. Djinnit a soulign que les discussions informelles entre opposition et gouvernement, qui pitinent, se sont focalises sur la question du troisime mandat du prsident. Selon M. Djinnit, la communaut d'Afrique de l'Est exige que le prsident confirme publiquement que son troisime mandat sera le dernier, qu'il garantisse un espace politique pour l'opposition et traite la question des rfugis. Selon l'ONU, 50.000 Burundais ont dj fui vers les pays voisins. Cette communaut (Burundi, Tanzanie, Rwanda, Kenya, Ouganda) prpare une runion spciale le 15 mai en Tanzanie pour discuter de cette crise, a ajout l'envoy spcial. Le Burundi, surtout sa capitale Bujumbura, est depuis le 26 avril le thtre de manifestations mailles de heurts parfois violents opposant les manifestants hostiles un troisime mandat la police et aux jeunes du parti prsidentiel, qui ont dj fait 18 morts. Les opposants un troisime mandat de Pierre Nkurunziza, dj lu en 2005 et 2010, le jugent inconstitutionnel et contraire aux accords d'Arusha qui avaient ouvert la voie la fin de la longue guerre civile burundaise (1993-2006).